



# ABC

DE LA PRODUCTION PORCINE

PORTRAIT DE LA

PRODUCTION PORCINE QUÉBÉCOISE

Octobre 2019

## En bref

En 2018, la valeur des recettes générées par la production porcine québécoise a totalisé 1,22 milliard \$, représentant 23 % des recettes monétaires provenant des productions animales au Québec, derrière les produits laitiers. Quant aux exportations québécoises de viande de porc, elles ont atteint 1,66 milliard \$ en 2018.

Au 1er janvier 2019, le Québec détenait 31 % des inventaires de porcs canadiens. En 2018, quelque 40 % des abattages de porcs du Canada y ont été réalisés. Ceci fait du Québec la province la plus importante au Canada en ces matières.

## Importance économique de la production porcine

En 2018, la production porcine québécoise s'est élevée à 7,06 millions de porcs, une diminution de 1 % par rapport à 2017. Il s'agit d'une seconde baisse consécutive depuis 2016. En 2019, selon les données disponibles, le nombre de porcs produits pourrait être semblable à celui observé en 2018.<sup>1</sup>

En ce qui concerne la valeur des recettes provenant de la production porcine québécoise, elle a totalisé près de 1,22 milliard \$ en 2018, ce qui représente une chute de 138 millions \$ (-10 %) par rapport à l'année précédente.

La baisse des recettes en 2018 est attribuable en majeure partie à la baisse du prix de référence américain. Celui-ci a été sous pression en raison des conflits commerciaux entre les États-Unis, la Chine et le Mexique, limitant les exportations de porc américain.

Évolution du volume et de la valeur de la production porcine et de son importance économique au Québec, 2014 à 2018

	2014	2015	2016	2017	2018
Volume de production (millions de têtes)	6,84	7,21	7,22	7,15	7,06
Valeur des ventes à la ferme (millions de \$) <sup>1</sup>	1 607	1 322	1 254	1 357	1 219
Valeur des exportations de porc (millions de \$)	1 571	1 451	1 639	1 688	1 659

Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada et Statistique Canada, 2019

<sup>1</sup> Les recettes monétaires agricoles représentent les revenus en espèces découlant de la vente de produits agricoles par les exploitations agricoles. Les ventes globales entre fermes dans une province ne sont pas prises en compte, alors que les ventes d'une exploitation à l'autre entre provinces sont incluses.



Centre de développement  
du porc du Québec inc.

## Importance économique de la production porcine (suite)

Deux facteurs influencent la direction du prix québécois : le prix américain et le taux de change. Ainsi, chaque variation du prix de référence aux États-Unis et de la valeur du billet vert par rapport au dollar canadien se fait ressentir sur le prix perçu par les producteurs québécois. En 2018, les guerres commerciales menées par les États-Unis contre la Chine et le Mexique, deux importants acheteurs de porc américain, ont fait pression à la baisse sur le prix américain. Cet effet s'est répercuté sur le prix québécois qui a connu une baisse moyenne de 9 % en 2018 par rapport à 2017.<sup>2</sup>

Comparativement aux autres productions animales québécoises, le secteur porcin québécois occupe le second

rang avec 23 % des recettes monétaires, derrière les produits laitiers (46 %). Au troisième rang se positionne le secteur de la volaille (poules et poulets) avec 13 % des ventes totales. Le secteur des bovins/veaux vient ensuite en quatrième position à 9 %.<sup>3</sup>

Quant aux exportations québécoises, la valeur de celles-ci a reculé en 2018 (-2 %), se chiffrant à 1,66 milliard \$, en raison de la baisse du prix du porc. Les destinations les plus lucratives pour le Québec ont été les États-Unis (586 millions \$), suivis du Japon (420 millions \$) et de la Chine/Hong Kong (292 millions \$).<sup>4</sup>

## Structure de la production porcine

Au 1<sup>er</sup> janvier 2019, de toutes les provinces canadiennes, c'est au Québec où l'on dénombrait le plus de porcs dans les fermes, soit 325 100 animaux reproducteurs âgés de six mois et plus (verrats, truies et jeunes truies saillies) et 4,06 millions de porcelets et porcs d'engraissement. Ceci représente quelque 31 % de tout le cheptel canadien. Au second rang se positionnait l'Ontario, suivi du Manitoba, puis de l'Alberta.

À l'échelle canadienne, le nombre de porcs en inventaire dans les fermes a atteint un sommet en 2005 pour ensuite

connaître plusieurs années de recul, jusqu'en 2010. Le cheptel porcin a ensuite renoué avec la croissance jusqu'en 2016. Depuis, il affiche une légère tendance baissière et oscille autour de 14 000 têtes.

Du côté québécois, le cheptel porcin a, lui aussi, affiché plusieurs années de décroissance à partir du milieu des années 2000 jusqu'en 2010, mais a ensuite démontré une hausse modérée jusqu'en 2017. Il y a toutefois eu une rechute de l'ordre de 3 % en 2018, mais la taille du cheptel s'est ensuite stabilisée en 2019.<sup>5</sup>

Évolution du nombre de porcs dans les fermes par province et au Canada (milliers de têtes)

	1 <sup>er</sup> janvier 2017		1 <sup>er</sup> janvier 2018		1 <sup>er</sup> janvier 2019	
	Porcs pour la reproduction <sup>1</sup>	Autres porcs <sup>2</sup>	Porcs pour la reproduction <sup>1</sup>	Autres porcs <sup>2</sup>	Porcs pour la reproduction <sup>1</sup>	Autres porcs <sup>2</sup>
IPE et N-B*	12,1	55,7	12,0	50,2	12,3	52,4
Québec	<b>325,2</b>	<b>4 199,8</b>	<b>323,4</b>	<b>4 061,6</b>	<b>325,1</b>	<b>4 059,9</b>
Ontario	319,1	3 179,5	318,2	3 252,4	326,5	3 240,8
Manitoba	354,1	3 100,9	355	3 055,0	347,4	3 027,6
Saskatchewan	104,4	975,6	103,7	931,3	99,3	860,7
Alberta	130,9	1 339,1	133,5	1 361,5	132,4	1 387,6
Colombie-Britannique	9,0	82,0	9,1	80,9	8,7	78,3
Canada	1 258,7	12 946,3	1 258,4	12 806,6	1 255,2	12 719,8

\*Les données pour Terre-Neuve et la Nouvelle-Écosse ne sont pas disponibles.

Source : Statistique Canada, tableau 32-10-0290-01, consulté en septembre 2019.

<sup>1</sup> « Porcs pour la reproduction » inclut les truies et les jeunes truies saillies et les verrats de 6 mois et plus.

<sup>2</sup> « Autres porcs » inclut les porcs de moins de 23 kg, de 23 à 53 kg, de 54 kg à 80 kg et de 81 kg et plus.

## Structure de la production porcine (suite)

En 2018, les 845 entreprises porcines québécoises assurées au programme ASRA de la Financière agricole du Québec (FADQ) étaient réparties comme suit : type naisseur-finisseur (42 %), type finisseur (38 %) et type naisseur (21 %). Les entreprises de type naisseur comptaient, en moyenne, 757 truies alors que les entreprises de type finisseur avaient produit 8 517 porcs. En ce qui concerne les fermes de type naisseur-finisseur, elles possédaient 442 truies et ont produit 10 826 porcs, en moyenne, en 2018.<sup>6</sup>

<b>Naisseur</b>	Production de porcelets destinés à la vente
<b>Finisseur</b>	Achat de porcelets destinés à l'engraissement, puis à l'abattage
<b>Naisseur-finisseur</b>	Production de porcelets destinés à l'engraissement, puis à l'abattage

## Production et abattage de porcs<sup>1</sup>

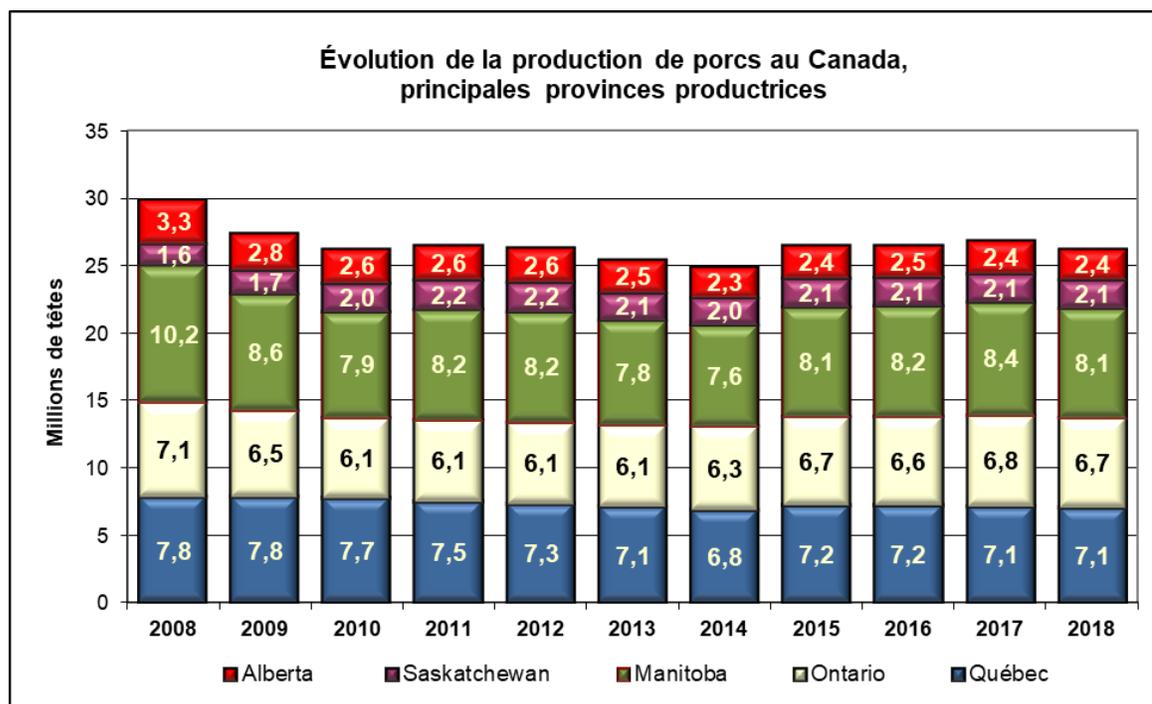
En dépit du fait que le Québec était la province où les inventaires porcins étaient les plus élevés au 1<sup>er</sup> janvier 2019, c'est au Manitoba où l'on a produit le plus de porcs, soit près de 8,11 millions. Cela représente 30 % de la production canadienne.

Toutefois, une bonne proportion des porcs produits au Manitoba est composée de jeunes animaux exportés aux

États-Unis pour y être engraisés. Ainsi, quelque 3,5 millions de porcs vivants ont traversé la frontière manitobaine en direction des États-Unis en 2018. Cette année-là, le nombre de porcs élevés et abattus dans la province a diminué de l'ordre de 2 % et les exportations de porcs vivants au sud de la frontière ont chuté de 4 % par rapport à 2017.

De son côté, le Québec est le deuxième producteur en importance au Canada avec près de 7,06 millions de porcs. La province exporte très peu de porcs vivants puisque le Programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles (ASRA) ne couvre pas les porcs abattus en dehors du Québec.

En troisième place se positionne l'Ontario, avec 6,73 millions de porcs produits. Combinées, les provinces du Manitoba, du Québec et de l'Ontario produisent 82 % des porcs du Canada.



Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, 2019

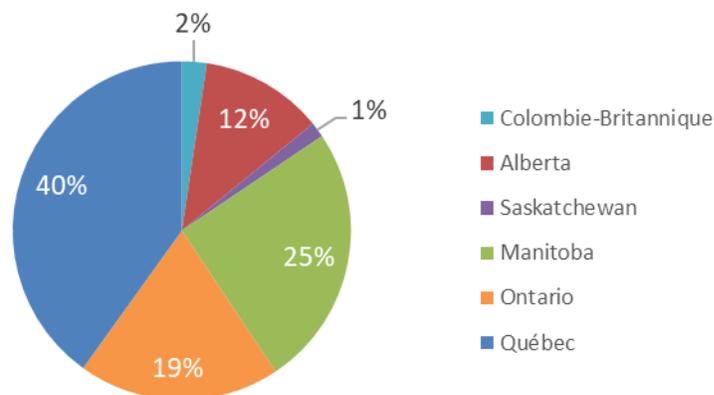
<sup>1</sup> Inclut les abattages d'origine ainsi que les porcs d'abattage et d'engraissement (principalement des porcelets) exportés vivants aux États-Unis

## Production et abattage de porcs (suite)

Même si le Québec n'occupe pas la première position quant au nombre de porcs produits, la province se classe néanmoins au premier rang en ce qui concerne le nombre d'animaux abattus. Il est à noter qu'en 2018, le Québec a importé 1,51 million de porcs et porcelets des autres provinces, majoritairement de l'Ontario. En 2018, il s'est abattu 8,57 millions de porcs au Québec, soit 40 % des abattages canadiens. Comparativement à 2017, ces derniers ont toutefois légèrement diminué (-1 %). La province canadienne concurrente la plus proche est le Manitoba, avec quelque 5,37 millions de têtes.

En ce qui concerne les principales provinces productrices, le nombre de porcs abattus a régressé dans l'ensemble des provinces, à l'exception de l'Ontario où il s'est accru de 2 %.

### Abattages de porcs au Canada, répartition provinciale (%), 2018



Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, 2019

## L'accès aux marchés : un élément clé

L'accès aux différents marchés a une grande influence sur les exportations d'un pays, et le Canada, incluant le Québec, n'y échappe pas. À cet effet, la signature d'accords commerciaux est déterminante.

Parmi les plus importants ayant été récemment mis en vigueur (fin 2018), l'Accord global et progressiste pour le Partenariat transpacifique (AGPPTP) se démarque par son ampleur. Ce projet de zone de libre-échange regroupe 11 pays, incluant le Canada, l'Australie et le Japon. En ce qui a trait au commerce du porc, l'entrée en vigueur de l'AGPPTP confère au Canada l'avantage, entre autres, d'être les premiers à bénéficier d'une réduction des tarifs et un accès préférentiel au marché japonais par rapport à ses concurrents commerciaux comme les États-Unis et l'Europe. Soulignons que dans les négociations initiales, l'AGPPTP comptait les États-Unis, mais que ces derniers se sont désistés lorsque l'administration Trump a pris le pouvoir en 2017.<sup>7</sup>

En outre, l'Accord États-Unis-Mexique-Canada (AEUMC) a été signé le 30 novembre 2018. Cette entente est le fruit de la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). La ratification du traité par les trois pays impliqués est en cours. En attendant la mise en vigueur de l'AEUMC, les règles établies dans l'ALENA sont appliquées.

En plus de l'AGPPTP et de l'AEUMC, le Canada a négocié des accords bilatéraux, parmi lesquels figure l'accord de libre-

échange avec la Corée du Sud, entré en vigueur en janvier 2015. Progressivement, les tarifs d'importation sur le porc canadien seront réduits jusqu'à leur abolition 5 à 13 ans suivant l'entrée en vigueur de l'accord.<sup>8</sup>

Par ailleurs, certains accords bilatéraux ont été conclus, mais ne sont pas encore entrés en vigueur. Ainsi, l'Union européenne (UE) pourrait devenir un débouché important pour le porc canadien à moyen terme. En effet, à la fin d'octobre 2016, le Canada et l'UE ont signé l'Accord économique et commercial global (AECG). L'AECG prévoit un quota de 80 000 tonnes de porc canadien pouvant y être écoulées sans droit de douane, ce qui équivaldrait à des recettes supplémentaires de 400 millions \$. Il est à noter que ce traité est en vigueur de façon provisoire depuis septembre 2017. Il doit néanmoins encore être ratifié par près de la moitié des 28 pays membres de l'UE.<sup>9</sup>

De même, l'Accord de libre-échange Canada-Ukraine (ALECU) est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2017. Il inclut notamment un quota de 20 000 tonnes de porc canadien congelé et à une quantité illimitée de porc réfrigéré de longue conservation.<sup>10</sup>

Enfin, les Philippines constituent un autre pays où le potentiel d'augmentation des exportations de porc canadien est intéressant. Le Canada a entamé des discussions exploratoires en vue de signer un traité de libre-échange avec ce pays en mai 2015.<sup>11</sup>

## Éléments à surveiller

Plusieurs éléments conjoncturels continuent d'influencer le secteur porcin québécois, parmi lesquels on retrouve certains facteurs favorables, comme :

- la propagation de la peste porcine africaine en Europe, en Russie, en Asie et particulièrement en Chine, le pays consommant et produisant le plus de porc au monde, ce qui stimule les importations de porc de ce pays;
- la faiblesse du dollar canadien par rapport au dollar américain (il reste à savoir si cette faiblesse se maintiendra).

Par ailleurs, les défis auxquels le secteur continue de faire face sont :

- l'évolution des exigences de certains pays importateurs, ainsi que la forte compétition de la part de l'Union européenne et du Brésil sur les marchés asiatiques, en particulier celui de la Chine/Hong Kong.
- le conflit politique et commercial entre les États-Unis et la Chine, lequel diminue les exportations américaines et pèse sur le prix de référence américain;
- l'embargo de la Chine sur le porc canadien, en place depuis le 25 juin 2019; la durée de ce dernier est toutefois incertaine.

## Références

- <sup>1</sup> Agriculture et Agroalimentaire Canada. 2019. Information sur le marché des viandes rouges. [En ligne]. [http://www.agr.gc.ca/redmeat/index\\_fra.htm](http://www.agr.gc.ca/redmeat/index_fra.htm)
- <sup>2</sup> Services d'informations sur les prix et grilles de classement des porcs. [En ligne]. [http://acesporcqc.ca/nsphp/portail/statistiques\\_intro.php](http://acesporcqc.ca/nsphp/portail/statistiques_intro.php). Compilation CDPQ.
- <sup>3</sup> Statistique Canada. 2019. Tableau 32-10-0045-01. Page consultée en août.
- <sup>4</sup> Statistique Canada. Informations fournies sur demande.
- <sup>5</sup> Statistique Canada. 2019. Tableau 32-10-0160-01. Page consultée en août.
- <sup>6</sup> Les Éleveurs de porcs du Québec. 2019. Rapport 2018-2019. <https://rapport2018-2019.leseleveursdeporcsduquebec.com>. Page consultée en août.
- <sup>7</sup> Gouvernement du Canada. 2019. L'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste. [En ligne]. <https://www.international.gc.ca/trade-commerce/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/cptpp-ptpgp/index.aspx?lang=fra>. Page consultée en août.
- <sup>8</sup> Affaires mondiales Canada. 2019. Accord de libre-échange Canada-Corée (ALECC). [En ligne]. <http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/korea-coree/related-relies.aspx?lang=fra>. Page consultée en août.
- <sup>9</sup> Affaires mondiales Canada. 2019. L'AECG : Un accord commercial progressiste pour renforcer la classe moyenne. [En ligne]. <https://www.international.gc.ca/gac-amc/campaign-campagne/ceta-aecg/index.aspx?lang=fra>. Page consultée en août.
- <sup>10</sup> Affaires mondiales Canada. 2019. Accord de libre-échange Canada-Ukraine (ALECU). [En ligne]. <http://www.international.gc.ca/trade-commerce/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/ukraine/index.aspx?lang=fra>. Page consultée en août.
- <sup>11</sup> Affaires mondiales Canada. 2019. Discussion exploratoire sur un accord de libre-échange Canada-Philippines. [En ligne]. <https://www.international.gc.ca/trade-commerce/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/philippines/fta-ale/background-contexte.aspx?lang=fra>. Page consultée en août.

## Rédaction

Louis-Carl Bordeleau, économiste  
Coll.: Geneviève Berthiaume, chargée de projets  
Caroline Lacroix, chargée de projets

© CDPQ, TOUS DROITS RÉSERVÉS, 2019